

Arrêté n° 2026-DCPATE-184
**Portant autorisation au titre des installations classées pour la protection de
l'environnement de l'unité de méthanisation de la SAS BIOPOMMERIA
ZI DU CHAMP DE LA CROIX – LA POMMERAIE SUR SÈVRE
sur la commune de SÈVREMONT(85 700)**

Prescriptions complémentaires

LE PRÉFET DE LA VENDÉE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

LE PRÉFET DES DEUX-SÈVRES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur Eric FREYSELINARD, préfet de la Vendée ;

Vu le décret du président de la République du 14 février 2025 portant nomination de Monsieur Eric LAFFARGUE, secrétaire général adjoint, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la Vendée ;

Vu l'arrêté n°2025-DCL-BCI-129 portant délégation de signature à Monsieur Eric LAFFARGUE, secrétaire général adjoint de la préfecture de la Vendée ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution UE 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027 et le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Lay, de la Sèvre Nantaise, du Layon-Aubance et du Thouet ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié le 14 juin 2021 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole et modifié le 26 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire du 26 avril 2024 relatif au programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle Aquitaine du 9 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté régional du 5 août 2024 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté régional du 23 décembre 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Nouvelle Aquitaine ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 18-DRCTAJ/1-681 et A6012 du 27 novembre 2018 autorisant la SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation à SÈVREMONT ;

Vu l'arrêté interpréfectoral complémentaire n° 21-DRCTAJ/1-699 du 24 décembre 2021 autorisant la SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation à SÈVREMONT ;

Vu l'arrêté interpréfectoral complémentaire n° 25-DCPATE/1-442 du 31 juillet 2025 autorisant la SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation à SÈVREMONT ;

Vu la demande déposée par la SAS BIOPOMMERIA en préfecture le 3 mars 2025 en vue d'obtenir un élargissement de la zone de chalandise des intrants du méthaniseur (dossier 2025/0197) ;

Vu la demande déposée par la SAS BIOPOMMERIA en préfecture le 8 décembre 2025 en vue d'obtenir un élargissement du plan d'épandage du méthaniseur (dossier 2025/1132) ;

Vu l'avis de la commune de Montournais du 26 mars 2026, nouvelle commune consultée pour le plan d'épandage de BIOPOMMERIA ;

Vu l'avis de la DDT des Deux-Sèvres du 5 février 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la Direction départementale de la protection des populations en date du 25 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 mars 2026 à la connaissance du demandeur pour éventuelles observations ;

Vu les courriers de réponse du pétitionnaire en date du 30 mars 2026 et 23 avril 2026 ;

Considérant qu'une collecte d'intrants au niveau national n'est pas interdite ;

Considérant le principe d'une collecte avec des circuits de proximité cité dans différents plans de gestion et de prévention des déchets et du programme national de prévention des déchets (PNPD) ;

Considérant la demande de BIOPOMMERIA limitée à l'échelle nationale à 5 % maximum du volume total annuel des intrants ;

Considérant que le volume des digestats à épandre (70250 t en liquide et 3700 t en solide), n'est pas modifié ;

Considérant que l'évolution dans la nature des digestats à épandre entraîne une charge azotée de 138 t supplémentaires ;

Considérant que les nouvelles parcelles présentées (1067 ha, soit 12 % du plan d'épandage autorisé le 31 juillet 2025) permettent de conserver l'équilibre azoté du plan d'épandage de BIOPOMMERIA ;

Considérant l'aptitude à l'épandage démontrée du nouveau parcellaire ainsi que l'absence d'enjeu environnemental sur celui-ci ;

Considérant que certaines parcelles présentées (7 îlots sur les Deux-Sèvres totalisant une SAU de 4,16 ha) sont écartées en raison de leur petite surface ;

Considérant les observations présentées par le pétitionnaire du 30 mars 2026 et 23 avril 2026 ;

ARRÊTE

Article 1 - Portée de l'autorisation

- Le deuxième alinéa de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-442 est remplacé par :

« Les déchets proviennent des départements de Vendée et Deux-Sèvres et des départements limitrophes. Une collecte sur le territoire national est autorisée à hauteur de 5 % maximum du volume total annuel des intrants si cela s'avère justifié. »

- Le tableau des flux prévisionnels de digestats dans l'article 5.1.2 – stockage et transport des digestats de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-442 est remplacé par :

Matières	Tonnage (t/an)	Azote total (t/an)	Azote / unité de matière brute	Phosphore (t/an)	Phosphore / unité de matière brute
Digestat liquide	70250	457	6,5 kg / m ³	37	0,52 kg / m ³
Digestat solide	3700	25	6,75 kg / t	24	6,5 kg / t
Total	73950	482		61	

- Le troisième alinéa de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-442 est remplacé par :
« Les quantités épandues sont de 482 t/an pour l'azote et 61 t/an pour le phosphore. Les quantités épandues respectent les seuils des réglementations en vigueur dont le principe de l'équilibre de la fertilisation, sachant que les capacités d'accueil du plan d'épandage sont de 551 t/an en azote et 62 t/an en phosphore. »
- L'annexe de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-442 relative à la liste des parcelles du plan d'épandage de la SAS BIOPOMMERIA est remplacée par l'annexe ci-jointe.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-442 du 31 juillet 2025 restent inchangées.

Article 2 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

En application des dispositions du II de l'article R 311-6 du code de justice administrative, l'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

- Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3 – Publicité-information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1/ une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Sèvremont et peut y être consultée.
- 2/ Un extrait de cet arrêté y est affiché pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au Préfet.
- 3/ l'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Vendée pendant une durée minimale d'un mois.
- 4/ l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.181-44 du Code de l'environnement.

Article 4 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Exécution – Ampliation

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, le Secrétaire général de la Préfecture des Deux-Sèvres, le directeur départemental de la protection des populations de la Vendée, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **19 MAI 2026**

Le Préfet de la Vendée,

Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Fait à Niort, le **07 MAI 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Patrick VAUTIER

ARRÊTÉ n° 2026-DCPATE-184 portant modification sur l'autorisation de l'unité de méthanisation de la SAS BIOPOMMERIA située
ZI du champ de la croix - La Pommeraie-sur-Sèvre à SÈVREMONT

ANNEXE à l'arrêté N° 2026-DCPATE- 184

**Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
l'unité de méthanisation exploitée
par la SAS BIOPOMMERIA
en zone industrielle du champ de la croix de la Pommeraie sur Sèvre
sur la commune de SÈVREMONT**

- Liste des parcelles du plan d'épandage de la SAS BIOPOMMERIA.